



Christine Verschuur et Christine Catarino (dir.)

Genre, migrations et globalisation de la reproduction sociale

Graduate Institute Publications

La face cachée des adoptions internationales et les droits des mères au Vietnam

Pien Bos et Fenneke Reysoo

DOI : 10.4000/books.iheid.5993

Éditeur : Graduate Institute Publications, L'Harmattan

Lieu d'édition : Genève

Année d'édition : 2013

Date de mise en ligne : 8 mai 2018

Collection : Cahiers genre et développement

EAN électronique : 9782940503940



<http://books.openedition.org>

Ce document vous est offert par Geneva Graduate Institute



Référence électronique

BOS, Pien ; REYSOO, Fenneke. *La face cachée des adoptions internationales et les droits des mères au Vietnam* In : *Genre, migrations et globalisation de la reproduction sociale* [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 2013 (généré le 20 juillet 2022). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/iheid/5993>. ISBN : 9782940503940. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.iheid.5993>.

La face cachée des adoptions internationales et les droits des mères au Vietnam

333

..... Pien Bos* et Fenneke Reysoo**

Introduction¹

Pourquoi l'adoption internationale est-elle devenue un recours fréquent pour permettre à des couples ou des individus riches dans les pays du Nord d'assouvir leur désir d'enfant ? Que nous apprend le transfert d'enfants originaires de pays pauvres sur la nouvelle division internationale de la reproduction sociale ? Et quelle est la marge de manœuvre des mères qui décident d'abandonner un enfant en vue de l'adoption² ? Répondre à ces questions implique de connaître les expériences et le ressenti des mères/parents qui se sont séparés d'un enfant. À l'exception de quelques témoignages publiés au Nord (entre autres Jones 2000 ; Kelly 2005 ; 2009), les histoires vécues par les mères vivant au Sud n'ont pas retenu l'attention. Une recherche antérieure menée en Inde (Bos 2008) a permis – pour la première fois – de documenter le processus décisionnel de jeunes femmes enceintes confrontées à l'alternative suivante : élever leur futur enfant elles-mêmes ou l'abandonner pour l'adoption. Un séjour de deux ans sur le terrain et un travail ethnographique minutieux ont été nécessaires pour identifier ces mères et pour créer des

* Anthropologue, University of Humanistic Studies, Utrecht, Pays-Bas

** Anthropologue, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, Suisse

¹ En remerciant Olha Mykytyn-Gazziero et Joke Schrijvers pour leurs commentaires constructifs sur une version antérieure du texte.

² Les termes de mère, père ou parents sont utilisés quand nous parlons des personnes liées aux enfants abandonnés. Les parents qui ont adopté un enfant sont appelés parents adoptifs.

conditions de rencontre sûres et confidentielles. En effet, les mères qui décident d'abandonner un enfant pour l'adoption, en Inde et ailleurs, sont souvent stigmatisées et tiennent à garder le secret. La difficulté de mener des recherches parmi les mères/des parents qui ont abandonné un enfant pour l'adoption et le tabou qui entoure ce « groupe social » (qui n'en est pas un) expliquent l'absence de recherches mettant en avant leur perspective³.

En effet, compte tenu de la difficulté d'accéder aux mères, la plupart des recherches existantes sont menées parmi des professionnels et des organisations qui apportent un soutien aux mères en détresse ou aux enfants placés dans des institutions. Les connaissances disponibles sont constituées avant tout d'un discours institutionnel *sur* les mères. Ces enquêtes propagent l'image de mères irresponsables ou déviantes, incapables d'élever leurs enfants (Mykytyn-Gazziero 2006 ; 2010 ; Bos, Reysoo et Dambach 2013). Ce discours dominant sur une prétendue « bonne maternité » et une « parenté responsable » est le reflet de valeurs morales véhiculées par les professionnelles de l'aide sociale ou de la protection de l'enfance issues de classes moyennes. Ils/elles défendent généralement des normes bourgeoises de mariage et de sexualité conjugale. Toute mère qui, pour des raisons très diverses, ne correspond pas à la norme dominante de la « mère décente » se voit confrontée à des mécanismes d'exclusion sociale et des actions visant à la faire revenir sur le droit chemin.

Notre contribution dans ce volume sur le transfert international de la reproduction sociale a pour objectif de présenter une partie de nos données ethnographiques, plus particulièrement celles qui ont été recueillies au Vietnam, afin de montrer comment la construction de la féminité et les inégalités de genre façonnent le champ de l'adoption internationale. En effet, le champ de l'adoption internationale inclut le transfert d'enfants originaires de pays pauvres, nés de certaines catégories de mères, vers des pays riches et certaines catégories de couples/familles d'accueil. Si, au niveau quantitatif, le nombre d'enfants qui migrent dans le cadre de l'adoption internationale – 40 000 par an (Division de la population des Nations unies 2009, 74) – n'est pas significatif dans les statistiques globales de la migration, un regard croisé et critique sur les principaux pays d'origine et d'accueil pose un certain nombre de questions sur la dimension genrée de ce transfert d'enfants et permet d'éclairer un volet sous-étudié de la division internationale de la reproduction sociale.

³ Sous la direction de, puis en collaboration avec Reysoo, un petit groupe de chercheuses a pu mener des recherches ethnographiques et générer des données empiriques détaillées sur les conditions socio-économiques, les motivations et les caractéristiques démographiques des mères qui ont consenti à l'abandon d'un enfant pour l'adoption. Ces recherches se sont déroulées en Inde (Bos 2008), en Ukraine (Mykytyn-Gazziero 2010), aux Pays-Bas (Bos, Reysoo et Werdmuller 2011) et au Vietnam (Bos et Reysoo 2012).

Les questions qui sous-tendent notre contribution portent sur le profil sociologique des mères qui consentent à abandonner un enfant pour l'adoption et les circonstances dans lesquelles elles prennent cette décision. Il n'est pas rare d'entendre que les enfants adoptés par des familles nanties en Occident viennent de mères pauvres dénuées d'agencéité et incapables d'élever leur enfant elles-mêmes. Cette image fait abstraction des dynamiques sociales complexes ainsi que des rapports de pouvoir cachés.

Un peu d'histoire

De tout temps et dans différentes sociétés, des mères/parents ont par moment renoncé à élever leur enfant elles/eux-mêmes. Pour des raisons économiques, sociales ou culturelles, les soins d'un enfant ont pu être confiés à d'autres membres de la famille. Dans certains pays, notamment les pays en transition post-soviétique, un important dispositif institutionnel d'accueil d'enfants s'est développé. Dans ces cas de confiage ou de placement en institution, la séparation entre mères/parents et enfants est limitée dans le temps et non définitive. L'enfant connaît sa mère/ses parents et, inversement, la mère/parents est informée sur le développement de l'enfant. Le lien de filiation n'est pas rompu.

Il en va autrement de l'adoption en général, et de l'adoption internationale en particulier. Une incursion rapide dans l'histoire de l'adoption internationale nous ramène aux années 1950 et à la guerre de Corée. De nombreux enfants coréens perdent leurs parents lors du conflit armé et de nombreux orphelins sont livrés à eux-mêmes (Hübinette 2004). C'est également l'époque où le progrès technologique en Occident amène des postes de télévision au sein des foyers, et nombreuses sont les familles occidentales qui découvrent les regards de pauvres orphelins démunis. Par charité, des familles d'accueil se portent volontaires pour fournir un foyer chaleureux à ces petits privés de parents. Des opérations de type Baby Lift⁴ sont organisées et, en peu de temps, de nombreux orphelins de guerre coréens sont intégrés dans des familles européennes et américaines (Hübinette 2004). De nouveaux liens de filiation sont établis, de nouvelles familles naissent.

Pendant les décennies suivantes, le placement d'enfants venant de pays pauvres dans des familles d'accueil de pays riches change de caractère. Dans les pays riches et les couches sociales aisées des pays du Sud, des transformations sociétales font apparaître une demande pour des enfants adoptables. En

⁴ L'opération Baby Lift a vu le transfert d'à peu près 3500 enfants vietnamiens vers les États-Unis en 1975.

effet, certains progrès amenés par le féminisme en Occident ont ouvert le marché du travail pour des femmes hautement qualifiées (Reysoo et Bos 2011). Cette entrée massive sur le marché du travail n'a pas été accompagnée par la création de structures d'accueil de la petite enfance pour que les mères travailleuses puissent concilier vie professionnelle et familiale. L'ouverture du marché du travail et les possibilités de carrière ont placé les femmes professionnelles face à un dilemme : à quel moment commencer à procréer et créer une famille ? Ce dilemme se traduit dans les statistiques démographiques : dans la plupart des pays occidentaux, l'âge de la mère à la première naissance a considérablement reculé. Le report de la première grossesse vers l'âge de trente ans ou plus a induit un risque grandissant de stérilité primaire. Le problème de la stérilité a non seulement fait progresser le recours aux méthodes de procréation médicalement assistée (Gerrits 2008), mais il a également amené l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale : des couples et individus avec un désir d'enfant. Il ne s'agit plus d'offrir un foyer aux orphelins en détresse, mais plutôt de former une famille. La demande devient plus spécifique et une préférence est donnée aux enfants jeunes et en bonne santé.

Pendant cette même période, l'accès généralisé aux méthodes contraceptives modernes et une meilleure acceptation sociale des enfants nés de mères célibataires ont fait reculer le nombre de grossesses non désirées dans les pays occidentaux et entraîné une diminution du nombre d'enfants proposés en adoption au niveau national (Bos, Reysoo et Werdmuller 2011)⁵.

Parallèlement, dans les pays du Sud, des pressions sociales et culturelles – implicites ou explicites – s'exercent sur certaines catégories de mères. Dans un contexte de libéralisation des mœurs, mais en l'absence d'éducation sexuelle de qualité, le nombre de grossesses chez les adolescentes augmente. Il a triplé en milieu urbain au Vietnam entre 1997 et 2002 (WHO n.d.). Cependant, l'acceptation des grossesses prénuptiales ne suit pas le même rythme et, pour prévenir la honte et le déshonneur des familles, il s'agit souvent de recourir à l'avortement, de cacher ces grossesses ou de recourir à des solutions telles que l'infanticide, l'abandon anonyme ou le consentement à l'abandon pour l'adoption.

Pour comprendre la différence entre l'abandon anonyme et le consentement à l'abandon pour l'adoption, une digression sémantique est nécessaire. L'abandon de façon anonyme veut littéralement dire que l'enfant a été délaissé dans

⁵ Après le dépouillement systématique des dossiers du Conseil de la protection des enfants (Raad voor de Kinderbescherming) et des structures de soutien psycho-sociales pour des mères en détresse (FIOM), il s'est avéré qu'entre 1998 et 2007, 197 mères vivant aux Pays-Bas avaient abandonné un enfant en vue de l'adoption.

un endroit public ou semi-public avec l'intention qu'il soit trouvé. La mère reste inconnue. Cette forme d'abandon se distingue de la procédure formelle du consentement à l'abandon pour l'adoption qui nous intéresse ici. Souvent cette distinction – qui en anglais s'exprime par l'usage de deux termes différents, *abandonment* dans le premier cas et *relinquishment* dans le second – n'est pas faite dans les dossiers administratifs. Au Vietnam, par exemple, il est systématiquement question d'abandon. Ce flou terminologique complique la recherche et a des conséquences sur la mise en place de services de protection de l'enfant ainsi que sur la production d'enfants adoptables.

Dès qu'une administration qualifie un enfant d'« abandonné », celui-ci passe dans la catégorie générique d'orphelin ou dans celle d'enfant privé de soins parentaux. Cela facilite certes la création d'enfants adoptables, mais cache la réalité actuelle des profils sociologiques des enfants qui circulent dans le canal de l'adoption internationale. En déconstruisant minutieusement le phénomène de l'abandon anonyme (*abandonment*) et celui du consentement à l'abandon pour l'adoption (*relinquishment*), nos recherches permettent de mettre en avant l'agencéité des mères en analysant les processus décisionnels en amont de la création d'enfants adoptables. Le plus souvent, de nos jours, les enfants adoptés ont une mère/des parents vivants et connus. Qui sont ces derniers et pourquoi se séparent-elle/ils de leur enfant ? Quelles imbrications de rapports de pouvoir sont à l'œuvre ?

Le consentement à l'adoption : récits de mères vietnamiennes

Pendant l'hiver 2011-2012, nous avons conduit une recherche depuis la perspective des mères pour étudier les conditions de vie et les motivations ayant opéré lors de la décision d'abandonner un enfant pour l'adoption. Nous sommes arrivées sur le terrain après une période houleuse où la pratique de l'adoption internationale au Vietnam avait été fortement critiquée. Au milieu des années 2000, des transactions financières irrégulières ont été découvertes entre des intermédiaires agréés par les autorités (*adoption service providers*) et les institutions accueillant des enfants « abandonnés » (Chavla 2011 ; Clark 2008 ; ISS 2009 ; Larsen 2008). Selon les registres judiciaires, policiers et institutionnels, la très grande majorité des enfants adoptés venant du Vietnam étaient abandonnés de façon anonyme – et jusqu'à 88 % des enfants adoptés en Italie (Commission for Inter-country adoption of Italy 2010)⁶. Cette augmentation spectaculaire du nombre d'enfants

6 Une mission effectuée par l'International Reference Centre for the Rights of the Children deprived of their Family (IRC-ISS, basé à Genève) pour UNICEF Vietnam en 2009 établissait le lien probable entre les pratiques des intermédiaires professionnels impliqués dans le champ de l'adoption internationale pour le recrutement d'enfants adoptables et le nombre – croissant – d'enfants abandonnés.

abandonnés a été source d'inquiétude. Des pays comme les États-Unis, l'Irlande et la Suède ont trouvé opportun de ne pas renouveler l'accord bilatéral en matière d'adoption avec le Vietnam en 2008. Par la suite, le Gouvernement du Vietnam en concertation avec des organisations internationales (dont l'UNICEF) a pris des mesures pour réviser sa législation, sa politique de protection de l'enfant et les pratiques de placement d'enfants en institution⁷. En attendant la mise en œuvre de cette réforme, le Gouvernement du Vietnam a édicté une suspension de nouveaux cas d'adoption internationale au 1^{er} septembre 2010 (seuls les dossiers déjà en route pouvaient être finalisés). Notre recherche, commandée par UNICEF Vietnam en collaboration avec le Ministère du travail, des invalides de guerre et des affaires sociales (MOLISA), avait pour objectif de contribuer à la mise en application des nouveaux dispositifs légaux et politiques tout en respectant les cadres du droit international.

Dans ce qui suit, nous esquissons une série de situations vécues par des mères qui ont consenti à abandonner leur(s) enfant(s) pour l'adoption.

Hoang

Hoang, une petite femme menue de 45 ans, paraît très nerveuse quand elle entre dans la salle du Centre de protection sociale (CPS) où nous nous rencontrons pour la première fois. Après l'avoir rassurée quant aux objectifs de notre recherche, nous commençons l'entretien. Elle est mère de cinq enfants. Les deux premiers, une fille et un fils, sont à présent mariés et vivent près d'elle dans son village. Tandis que son quatrième enfant, un fils de 16 ans, vit avec elle et son mari, ses troisième et cinquième filles sont parties à l'étranger par la voie de l'adoption internationale. Sans que nous le lui demandions explicitement, elle décrit le contexte d'abandon : « En ces temps-là, nous vivions dans des conditions très difficiles. » Ses yeux se remplissent de larmes lorsqu'elle ajoute : « Quand j'y repense, il aurait été mieux qu'elles restent à la maison. » Il suffit de peu pour que son récit se poursuive :

C'était en 1999, quand notre famille vivait dans des conditions très dures. [...] À cette époque, mon beau-père était très malade. Nous devions prendre soin de lui. Nous avions beaucoup de soucis. [...] Au Centre (CPS) ici, il y avait un programme pour l'adoption internationale. Alors je pensais que mes enfants auraient une meilleure vie si elles étaient adoptées. J'étais conseillée par Mme L., qui travaillait pour les services sociaux dans ma commune. Elle m'a aidée à envoyer mes enfants au Centre et, après

Pour comprendre le bien-fondé de cette hypothèse, UNICEF Vietnam, en concertation avec le Ministère du travail, des invalides de guerre et des affaires sociales (MOLISA) a initié une recherche sur les causes d'abandon d'enfants en partant des décisions des mères.

⁷ Au Vietnam, une nouvelle loi sur l'adoption a été votée en 2010 et la Convention de la Haye est entrée en vigueur en février 2012.

plusieurs mois, mes filles (âgées de 6 et 8 ans à l'époque) sont parties à l'étranger, en France. Lorsqu'elles étaient au Centre, nous avons continué à leur rendre visite. En 2000, les parents adoptifs sont venus et nous les avons rencontrés à plusieurs reprises. Vint alors le jour où il fallut donner mes enfants aux parents adoptifs [cérémonie officielle]. Cela se passait au Département de Justice. Elles sont parties de là. On nous a promis des lettres et des photos chaque année. Mais nous n'avons jamais rien vu. Par la suite, nous n'avons plus parlé de ça. Je n'aime pas en parler.

Trois autres familles dans la même commune ont également consenti à abandonner un enfant pour l'adoption, tout comme deux familles dans une commune voisine. C'est ainsi qu'entre 1999 et 2000, de nombreux enfants, du fait de la proximité du Centre avec le programme pour l'adoption internationale, ont été envoyés en France et au Danemark. À partir du récit de Hoang, il devient évident que la médiation active de différents acteurs liés au Centre influence les décisions des familles à un moment particulièrement difficile de leur vie. La dame des services sociaux leur aurait tenu les propos suivants : « Votre famille est pauvre et vous avez beaucoup d'enfants⁸. Si vous êtes d'accord pour consentir à l'abandon, les enfants auront un meilleur avenir. » La réaction de Hoang et de sa famille était : « Nous pensions que nos filles allaient avoir une vie meilleure à l'étranger. »

Cependant, il n'est pas bien perçu au Vietnam de se séparer de son enfant. Les enfants sont culturellement très valorisés et jouent un rôle important dans la continuité de la lignée familiale. Les mères/parents qui prennent la décision d'abandonner un enfant pour l'adoption agissent donc à contre-courant. « Au début, il y avait des gens qui médisaient sur nous. Mais par la suite ils sont devenus compréhensifs. Ils savaient bien que nous étions pauvres, et que nous avions beaucoup d'enfants et que nous devions prendre soin de mes beaux-parents. » Le départ d'enfants déstructure le tissu social à différents niveaux. Il n'est pas seulement douloureux pour les familles, mais provoque des critiques. Les mères/parents qui se séparent de leur enfant sont objet de médisances et subissent la honte. De plus, dans cette communauté, des jalousies existent entre les familles qui ont remis un enfant en adoption. L'absence de nouvelles chez les unes contraste avec les photos et les appels téléphoniques reçus par les autres. Enfin, la suspicion de contreparties matérielles et financières fait que ces familles se sentent coupables. Dans certains cas où la mère a pu revoir ses enfants, il s'est avéré que, outre le bonheur des retrouvailles, cette réunion avait marqué une sorte de réhabilitation sociale. Le retour des enfants prouvait que leur mère ne les avait jamais vendus (une rumeur qui court souvent dans les villages). La honte liée à l'image de « mauvaise mère » que connaissait cette dernière a ainsi pu être dissipée.

⁸ Les cadres de l'appareil étatique sont soumis à la norme de deux enfants par famille. Les professionnels des centres de protection sociale semblent projeter cette norme sur leurs clientes.

Thuy

Nous rencontrons Thuy (39 ans) dans un Centre de protection sociale où elle est employée. Elle est rayonnante de joie et semble très disposée à partager son histoire avec nous. Thuy nous raconte qu'elle a deux enfants d'un premier mariage. Après son divorce, elle s'engage dans une relation amoureuse et tombe enceinte sans l'avoir prévu. C'est alors qu'elle apprend que son amant est un homme marié. Elle se trouve dans une situation délicate : « Quand j'ai appris ma grossesse, la première pensée qui a traversé ma tête est que je ne voulais plus vivre, la honte ! ». Du fait de ses convictions morales, elle ne recourt pas à un avortement et, à l'âge de 32 ans, elle se trouve seule avec ses deux enfants et un nouveau-né. Elle décide de migrer en ville pour échapper au stigmate. Elle espère y trouver de meilleures perspectives d'emploi. Tout d'abord, elle y va seule avec le bébé (dix mois) en laissant ses deux aînés avec sa mère au village. En ville, elle entend parler du Centre de protection sociale et y amène son bébé, âgée de 13 mois. Elle devient ainsi plus disponible pour travailler mais ne trouve pas d'emploi et nous raconte ses difficultés croissantes pour joindre les deux bouts : « Personne ne voulait employer une mère avec des enfants et un bébé, comme moi ». C'est alors qu'elle demande à la directrice du Centre de protection sociale de l'aider. Celle-ci l'engage pour pouponner des enfants. Sa situation se stabilise et Thuy fait venir ses deux autres enfants qui sont accueillis au Centre et scolarisés.

Pendant qu'elle travaille au Centre, Thuy voit régulièrement des parents adoptifs étrangers qui partent avec un enfant en adoption. Bien qu'elle fût ignorante des procédures d'adoption avant d'être engagée au Centre, ces expériences au quotidien font naître en elle l'idée que sa fille pourrait aussi être adoptée à l'étranger : « Je voulais qu'elle ait une "bonne" famille et une vie meilleure. Alors j'ai décidé de l'abandonner. » Toutefois elle n'envisage pas de se séparer de ses deux autres enfants sous prétexte qu'ils sont très attachés l'un à l'autre et qu'ils sont déjà plus âgés.

Dans l'histoire de Thuy, la transgression des normes culturelles de la « bonne mère » et la honte qui en découle se conjuguent avec le discours qu'elle entend au quotidien dans le Centre où elle travaille et qui promet un meilleur avenir pour son bébé par la voie de l'adoption internationale. La convergence de ces deux facteurs ouvre un terrain propice à sa décision d'abandonner son bébé. En outre, la directrice du Centre, dans un double langage évoquant de meilleures chances pour l'enfant tout en faisant des remontrances à cette mère divorcée, l'incite encore davantage à remettre son enfant pour adoption.

Thao

Les grossesses pré-nuptiales, de plus en plus fréquentes, sont encore source de honte. Bien que les mentalités – notamment en milieu urbain – soient en train de changer au Vietnam⁹, nous avons observé plus d’une fois la mise en jeu de l’honneur de la famille et de la réputation d’un patriarce en amont de la décision de consentir à l’adoption. Thao est une lycéenne de vingt ans quand elle tombe enceinte après avoir fréquenté un garçon. Le garçon, sous l’influence de sa famille, ne veut pas reconnaître sa paternité ni se marier avec Thao. Alors elle n’a pas de véritable choix. Pendant sa grossesse, pour éviter que son père ne découvre son état, elle doit se cacher chez un membre de la famille résidant dans une autre commune. Peu après la naissance de l’enfant, le bébé est amené au Centre de protection sociale par la mère de Thao. C’est avec elle que nous menons l’entretien et elle nous raconte : « Elle (Thao) est très jeune, elle n’a pas de travail et nous (les parents) sommes âgés. Des gens nous disaient d’aller au Centre. » Après que le nouveau-né a été laissé au Centre, la police vient mener son enquête. La mère de Thao règle les formalités, ce qui veut dire que Thao ne participe pas à la prise de décision. La honte et la peur du déshonneur font que, jusqu’à ce jour, cinq ans après les faits, le patriarce n’est toujours pas au courant. Pire, pendant l’entretien, nous apprenons qu’il serait capable de les tuer toutes les deux s’il apprenait ce qui s’est passé. Inutile de dire que nous nous sentons pressées de conclure l’entretien.

L’histoire de Thao, racontée par sa mère, témoigne d’un transfert de pouvoir décisionnel vers une tierce personne. La jeune fille, bien que majeure et menant à bout une grossesse pré-nuptiale, n’a pas pu s’opposer à la décision qui a abouti à la remise de son enfant à l’adoption internationale.

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de ces exemples en vue des questions posées ?

Imbrications de rapports de pouvoir

Sur le site officiel du Gouvernement français, on peut lire : « Un enfant adoptable est un enfant en situation de pouvoir être adopté » (Ministère des affaires étrangères et européennes 2013). Le constat de l’adoptabilité d’un enfant relève donc de la responsabilité des institutions sociales et des autorités judiciaires aussi bien dans les pays d’origine que dans les pays d’accueil.

⁹ En 2011 le Musée de la femme à Hanoi a organisé une exposition *Single Mothers’ Voices* avec le soutien de l’Ambassade de Finlande.

Le processus décisionnel d'une pluralité d'institutions et de systèmes légaux pour établir le statut d'adoptabilité d'un enfant est bien documenté. En revanche, les dilemmes, doutes ou hésitations des mères/parents sont passés sous silence. Nos recherches portent plus particulièrement sur les conditions dans lesquelles les mères/parents sont amenés à suivre la procédure de consentement volontaire. Elles ont permis de déconstruire un nombre d'éléments méconnus.

En premier lieu, ce sont rarement des enfants privés de parents qui partent pour l'adoption, bien que les catégories administratives continuent d'utiliser les termes génériques d'«orphelins» et d'«enfants abandonnés». Deuxièmement, les mères ne sont aucunement des femmes «immorales», «déviantes» ou culturellement marginalisées. Comme nos exemples le montrent, on a affaire à des mères/familles qui cumulent des difficultés à un moment particulier de leur vie. Dans ces circonstances précises, les propositions d'intermédiaires liés au dispositif de l'adoption internationale sont des facteurs de pression importants qui font que les mères/familles décident de se séparer d'un enfant. Dans tous nos exemples, les mères/parents n'ont pas reçu de proposition alternative (accueil dans des familles locales,...). Dans l'impossibilité de «nourrir leurs enfants» (expression littéralement traduite du vietnamien), elles/ils ne pouvaient que souhaiter une vie meilleure pour eux. Toutefois, au moment de consentir, elles/ils n'avaient pas conscience ni n'avaient été convenablement renseignés sur le fait que le consentement à l'abandon pour l'adoption implique une coupure définitive du lien de filiation.

En troisième lieu, il s'avère que le système de protection de l'enfant au Vietnam, et dans bien d'autres pays du Sud, par manque de moyens financiers et de compétences professionnelles, est très dépendant du dispositif de l'adoption internationale. Sans moyens financiers, ni personnel qualifié, ni alternatives sérieusement prises en considération, les programmes d'adoption internationale offrent une solution à portée de main, et peu chère du point de vue des gouvernements du Sud, pour pallier les besoins en soutien social aux familles et enfants pauvres. Au Vietnam, par exemple, avant la nouvelle loi sur l'adoption, les Centres de protection sociale recevaient directement des «compensations» des parents adoptifs en contrepartie des soins donnés aux enfants.

Ce rapport de pouvoir fait que les enfants et les mères/familles sont séparés plus souvent qu'il ne serait véritablement nécessaire. Cela nous mène à notre quatrième point qui porte sur la mise en œuvre de la Convention de La Haye (1993) inspirée de la Convention des droits de l'enfant (1989). Ces conventions obligent les États signataires à prévenir la séparation des enfants de leur famille. La Convention de La Haye stipule dans son préam-

bule: «[...] Chaque État devra prendre, par priorité, des mesures appropriées pour permettre le maintien de l'enfant dans sa famille d'origine». Par leur nature même, ces conventions mettent en avant les droits des enfants. Cinquante ans d'expérience de l'adoption internationale ont mis en avant les problèmes psycho-sociaux et identitaires auxquels sont confrontés les enfants adoptés. En revanche, la violation des droits des mères est jusqu'à ce jour passée sous silence. Les droits reproductifs protégeant des individus et des couples pour leur permettre de décider du nombre de leurs enfants n'établissent pas de hiérarchie entre les droits des enfants à une famille et les droits des parents/mères à leur(s) enfant(s) vivant(s).

Nos recherches montrent qu'il ne peut être question d'adoption internationale légale sans l'agencéité d'une mère ou des parents qui doivent prendre à un moment donné la décision de se séparer définitivement, et de façon irrévocable, de leur enfant. Cette sentence est réglementée par un cadre légal. Elle doit être prise sans aucune forme de coercition et ne doit être induite par aucune promesse de récompense (matérielle ou financière). Une mère/des parents qui signe donc l'acte d'abandon ne *vend* pas son enfant. Le consentement à l'abandon pour l'adoption se distingue de ce fait fondamentalement du phénomène du trafic d'enfants.

Cependant l'adoption internationale n'est pas exempte d'intérêts financiers, bien qu'il soit tabou de parler d'argent dans ce cadre. Nous venons de voir que les mères/parents ne reçoivent pas d'argent pour le transfert de leur enfant par le canal de l'adoption internationale. D'ailleurs, la suspicion qui frappe les parents quant à de possibles gains matériels en contrepartie de l'abandon d'un enfant montre la sensibilité du sujet. Le «don» de l'enfant est légitimé par les mères/parents comme un sacrifice de soi en vue d'un meilleur avenir pour l'enfant. Le «don» d'un enfant dans le circuit de l'adoption internationale contraste toutefois avec le prix, souvent élevé, que les parents adoptifs doivent payer pour un enfant à adopter.

En effet, avec la professionnalisation du champ de l'adoption internationale, les services des intermédiaires ont atteint des prix très élevés, comme en témoignent les différents sites Internet, portant le coût de l'adoption par pays à une estimation comprise entre 25 000 dollars américains au Vietnam et de 48 000 dollars américains en Russie ou au Kazakhstan (Secrétariat à l'adoption internationale 2012). Le côté financier est noyé dans une rhétorique de la bienfaisance et des bénéfices mutuels: des couples stériles «riches» avec un désir d'enfant voient la possibilité de donner un foyer, de l'amour et un avenir à des enfants pauvres; des parents «pauvres» sont délivrés des soucis et des difficultés pour nourrir et scolariser leurs enfants.

Pourtant cette légitimation discursive cache des mécanismes de pouvoir sous-jacents et contribue à reproduire des inégalités sociales au niveau global. À travers les entretiens avec les mères, les acteurs intermédiaires (individuels ou institutionnels) paraissent omnipotents (Bos 2008; Mykytyn-Gazziero 2006; 2010; Reysoo et Bos 2011; Bos, Reysoo et Dambach 2013). Non seulement ils sont très efficaces pour grouper des enfants dans des centres de protection sociale, mais ils réussissent également à « motiver » les mères/les parents en détresse pour qu'ils-elles consentent officiellement à l'abandon en vue de l'adoption. Dans les pays du Nord, d'autres intermédiaires – souvent en partenariat avec des intermédiaires et des institutions de protection d'enfants dans les pays du Sud – sont activement impliqués dans la sélection et l'agrément des parents adoptifs. Du point de vue de la nouvelle division internationale de la reproduction sociale, le déséquilibre saute aux yeux. La pression, plus ou moins subtile, exercée sur les mères/parents, conjuguée à un système de protection de l'enfant défaillant et dépendant du dispositif de l'adoption internationale, font que des enfants migrent malgré eux de leurs familles d'origine pauvres vers des familles nanties dans les pays occidentaux. Le grand paradoxe est que les enfants sont « extirpés » gratuitement de chez leur mère pour être chèrement vendus aux parents adoptifs.

Nos recherches montrent certes que les mères/parents se trouvent souvent dans des conditions socio-économiques très difficiles et qu'elles/ils n'ont pas toujours les moyens nécessaires pour nourrir leurs enfants ou les scolariser (Bos 2008; Mykytyn-Gazziero 2010), mais les récits des mères révèlent la puissance des intermédiaires et la dépendance du système de protection sociale et de l'enfant vis-à-vis du dispositif de l'adoption internationale. Toutes les mères avec qui nous avons parlé au Vietnam ont dit avoir été influencées par les propositions d'intermédiaires. Il faudrait encore des recherches supplémentaires pour pouvoir confirmer notre hypothèse selon laquelle les séparations irréversibles entre enfants et mères/parents seraient inexistantes sans la proximité des institutions actives dans le champ de l'adoption internationale. La présence de ces institutions peut contrevenir au principe de la Convention de La Haye selon lequel un enfant devrait grandir dans sa famille. De plus, la ratification de la Convention de La Haye peut contribuer à cacher les pressions « implicites » exercées sur les mères/parents alors que les partenaires impliqués dans le champ de l'adoption internationale prétendent qu'avec la signature de la Convention, les pratiques, politiques et cadres légaux garantissent le respect des normes internationalement définies.

Conclusions

Le choix des mères des enfants qui circulent dans l'adoption internationale est exercé sous pression. Les déséquilibres nord-sud et la professionnalisation du champ de l'adoption internationale induisent un pouvoir auquel une mère seule, dans une situation délicate, ne peut résister.

Dans cette configuration internationale, esquissée rapidement ici, apparaît une constellation où la demande d'enfants adoptables dans les pays du Nord côtoie une offre d'enfants adoptables dans les pays du Sud. L'absorption des enfants supposés «non désirés» nés dans le Sud s'intègre parfaitement dans un discours de charité véhiculé dans les pays du Nord : les couples avec un désir d'enfants offrent un meilleur avenir aux enfants venant de pays pauvres. Il en a résulté l'émergence d'un champ professionnel autour de l'adoption internationale : des organisations intermédiaires dans les pays du Nord, des institutions de protection des enfants dans le Sud, des juristes spécialisés dans l'adoption et des travailleurs sociaux conseillant des couples stériles dans le Nord et des mères/parents en détresse dans le Sud. Toutefois, cette équation ne rend pas compte du fait que la demande pour des enfants à adopter dans les pays du Nord dépasse largement l'offre d'enfants adoptables dans les pays du Sud. En Suisse, par exemple, le nombre de dossiers de parents ayant obtenu l'agrément pour l'adoption est trois fois supérieur au nombre d'enfants adoptés annuellement (Chervaz-Dramé et Mykytyn-Gazziero 2012, 14).

Ce déséquilibre crée une pression sur la pratique professionnelle de la protection de l'enfant et de l'adoption internationale. De quelles marges de manœuvre disposent alors, dans les pays du Sud, des jeunes femmes ou certaines catégories de mères qui mettent des enfants au monde dans des conditions difficiles ? L'abandon pour l'adoption est-il véritablement la solution aux difficultés socio-économiques ou culturelles que connaissent ces mères ? Nos recherches sur l'expérience vécue par ces dernières révèlent des violations des droits définis par la Convention des droits de l'enfant (1989), la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption (1993). Mais il est plus délicat d'identifier des violations des droits des mères. Le droit fondamental à fonder une famille semble porter de l'ombre au droit de «maintenir une famille au complet».

In fine, sous le couvert de l'intérêt de l'enfant, des couples avec un désir d'enfant au Nord (y compris les couples homosexuels) contribuent à reproduire les inégalités à l'intérieur de ce système. La demande pour des enfants à adopter crée une pression sur des catégories de mères/parents vulnérables dans des pays du Sud. Tant que la demande d'enfants à adopter ne tarit pas

dans les pays du Nord, les dynamiques institutionnelles, sociales et culturelles au Sud incitent des mères/parents à se séparer de leur(s) enfant(s). Et ceci nonobstant les dispositifs juridiques internationaux mis en place.

Références bibliographiques

- Bos, P. 2008. Once a mother. Relinquishment and adoption from the perspective of unmarried mothers in South-India. Thèse de doctorat. Nijmegen : Radboud University. Accessible en ligne sur <http://repository.uibn.kun.nl/bitstream/2066/73643/1/73643.pdf>
- Bos, P. et F. Reysoo. 2012. *Root causes of child abandonment and child relinquishment in Viet Nam*. Geneva : ISS-IRC ; Hanoi : UNICEF Vietnam.
- Bos, P., F. Reysoo et A. Werdmuller. 2011. « In één klap moeder, en ook weer niet ». Onderzoek naar de sociaal-economische kenmerken van moeders die een kind ter adoptie hebben afgestaan. Nederland 1998-2007. Nijmegen : CIDIN ; Den Bosch : FIOM ; Genève : IHEID.
- Bos, P., F. Reysoo et M. Dambach. 2013. Qualitative research into the root causes of child abandonment and child relinquishment in Viet Nam. Hanoi : UNICEF Viet Nam and MOLISA ; Geneva : IRC-ISS.
- Chavla, L. 2011. Illegal inter-country adoptions : Viet Nam's progress and remaining challenges. The Human Rights Brief. Center for Human Rights and Humanitarian Law. Accessible en ligne sur <http://hrbrief.org/2011/06/illegal-intercountry-adoptions-vietnam%E2%80%99s-progress-and-remaining-challenges/>
- Chervaz-Dramé, M. et O. Myktytn-Gazziero. 2012. Analyse statistique des adoptions nationales et internationales dans les cantons latins de 2007 à 2011. Supplément pour les autorités centrales cantonales de la CLACA. Genève : Office de la jeunesse.
- Clark, H. 2008. Infant abandonment worse than adoption fraud ? Inter Press Service. New Agency. Accessible en ligne sur <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=42479>
- Commission for Inter-country adoption of Italia. 2010. Data and perspectives in inter-country adoptions on files from January 1 to December 31. Florence : Innocenti Research Center.
- Division de la population de l'Organisation des Nations unies. 2009. Child adoption : trends and policies. New York : Economic and Social Affairs, Population Division. ST/ESA/SER.A/292.
- Gerrits, T. 2008. Clinical encounters. Dynamics of patient-centered practices in a Dutch fertility clinic. Thèse de doctorat. Amsterdam : University of Amsterdam.
- Hübinette, T. 2004. Adopted Koreans and the development of identity in the « third space ». *Adoption & Fostering Journal*. 28(1) : 16-24.
- ISS (International Social Service). 2009. Adoption au Vietnam. Conclusions et recommandations d'une évaluation. Genève, IRC-ISS.
- Jones, M.B. 2000. Birthmothers : Women who have relinquished babies for adoption tell their stories. Chicago : Chicago Review Press.
- Kelly, R. J. A. 2005. Motherhood silenced – The experiences of natural mothers on adoption reunion. Dublin : Liffey Press.
- . 2009. Emerging voices. Reflections on adoption from the birth mother's perspective. In *International advances in adoption research for practice*. (Eds.) G. Miller Wrobel and E. Neil. 245-269. West Sussex : Wiley-Blackwell.
- Larsen, P. B. 2008. Vietnam : Will my child come home ? Shedding light on the grey-zones of international adoption. *ISS-Newsletter*. N° 11-12 : 8-11.
- Ministère des affaires étrangères et européennes. 2013. Adoptabilité de l'enfant étranger. Accessible en ligne sur www.diplomatie.gouv.fr

- Mykytyn-Gazziero, O. 2006. En quête des «laissés-pour-compte». Causes sociales des placements d'enfants en Ukraine de transition (1991-2005). Mémoire préliminaire de thèse. Genève : Institut universitaire d'études du développement.
- . 2010. Des mères pas comme les autres. Exclusion sociale, marginalité et placement d'enfants dans les institutions (Transcarpatie, Ukraine). Thèse de doctorat. Genève : Institut de hautes études internationales et du développement.
- Reysoo, F. et P. Bos. 2011. N'est pas mère qui veut ! Le paradoxe féministe du canal de l'adoption. *Nouvelles Questions Féministes. Numéro spécial sur La production d'enfants : une injonction ambivalente*. 30/1 : 28-43.
- Secrétariat à l'adoption internationale, Québec. 2012. Profil des enfants proposés en adoption (pays où des inscriptions sont possibles). Accessible en ligne sur <http://www.adoption.gouv.qc.ca/download.php?f=0d5b6892b797022f8382c1e9b18cb41a>
- Single Mothers' Voices*. 2011. Hanoi : Vietnamese Women's Museum and Embassy of Finland.
- WHO (World Health Organization). n.d. Viet Nam country profile, 1997-2002. Accessible en ligne sur <http://citeseerx.ist.psu.edu/10.1.1.172.2132.pdf>